

## **UDAF DU CALVADOS**

49 rue Lion sur Mer

14000 CAEN

---

***Rapport du Commissaire aux Comptes  
Exercices clos le 31/12/2023***

## **Cabinet MESLIN**

Société de Commissariat aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Caen

---

13, Résidence les Blés d'Or II 14610 EPRON  
Tél : 02 31 46 88 50 - Fax 02 31 46 88 59  
e-mail : [cabinetmeslin@cabinetmeslin.fr](mailto:cabinetmeslin@cabinetmeslin.fr)

# UDAF DU CALVADOS

49 rue Lion sur Mer

14000 CAEN

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercices clos le 31 décembre 2023**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion :**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UDAF DU CALVADOS, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion :**

#### ***Référentiel d'audit :***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations :**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables suivants :

- Les comptes ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.





Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui qu'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Epron,  
Le 29 mai 2024

Le commissaire aux comptes  
**CABINET MESLIN**  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Cie Régionale de Caen





# Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	8 849	8 765	84	2 249
Autres immobilisations incorporelles	44 055	44 055		2 665
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	99 020		99 020	99 020
Constructions	2 566 134	1 238 890	1 327 244	1 422 191
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 016	1 016		
Autres immobilisations corporelles	573 724	461 713	112 012	139 991
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts	126 169		126 169	106 999
Autres immobilisations financières	16 245		16 245	16 007
<b>TOTAL I</b>	<b>3 435 228</b>	<b>1 754 439</b>	<b>1 680 789</b>	<b>1 789 136</b>
Comptes de liaison	<b>II</b>			
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	637 715		637 715	637 213
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	89 474		89 474	187 516
Valeurs mobilières de placement	53 385		53 385	52 343
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 836 043		7 836 043	7 283 364
Charges constatées d'avance	58 840		58 840	52 104
<b>TOTAL III</b>	<b>8 675 457</b>		<b>8 675 457</b>	<b>8 212 539</b>
Frais d'émission des emprunts	<b>IV</b>			
Primes de remboursement des obligations	<b>V</b>			
Écarts de conversion actif	<b>VI</b>			
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>12 110 685</b>	<b>1 754 439</b>	<b>10 356 246</b>	<b>10 001 676</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles	39 128	39 128
Réserves pour projet de l'entité	3 230 440	2 744 622
Autres réserves	488 382	454 382
Report à nouveau	1 069 660	1 285 788
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	351 674	303 690
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
<b>Situation nette</b>	<b>5 179 284</b>	<b>4 827 611</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	61 454	62 197
Provisions réglementées	1 631 081	1 607 022
<b>TOTAL I</b>	<b>6 871 819</b>	<b>6 496 830</b>
<b>II</b>		
Comptes de liaison		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	419 123	448 178
<b>TOTAL III</b>	<b>419 123</b>	<b>448 178</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	5 834	11 000
Provisions pour charges	737 387	745 840
<b>TOTAL IV</b>	<b>743 221</b>	<b>756 840</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	244 836	270 644
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	209 980	154 894
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 432 547	1 404 099
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435	435
Autres dettes	72 563	93 651
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	361 723	376 104
<b>TOTAL V</b>	<b>2 322 084</b>	<b>2 299 828</b>
<b>VI</b>		
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>10 356 246</b>	<b>10 001 676</b>

8



# Préambule

L'association UDAF DU CALVADOS est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet sur le plan départemental :

1. Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du Code de l'action sociale et des familles, de :
  - a) donner son avis aux Pouvoirs Publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
  - b) représenter officiellement auprès des Pouvoirs Publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune;
  - c) gérer tout service d'intérêt familial dont les Pouvoirs Publics estimeront devoir lui confier la charge;
  - d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du Code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
2. de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;
3. d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagers et consommatrices de biens et services) ;
4. de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;
5. de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;
6. de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
7. d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du Code de l'action sociale et des familles.

Les activités et les secteurs d'activités de l'UDAF DU CALVADOS sont les suivants :

- Le service institution familiale :
  - o Observatoire des familles : réalisation d'enquêtes permettant de connaître ce que vivent, pensent et attendent les familles
  - o Conférence annuelle sur des thématiques liées à la famille et ouverte à tous
  - o Lire et faire lire (en partenariat) : programme d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle dans les écoles et autres structures éducatives
  - o Le Micro crédit personnel : soutenir les personnes exclues du crédit classique ayant un projet d'insertion / réinsertion
- Le service Protection Juridique des Majeurs
  - o Les mesures judiciaires de protection des majeurs (MJPM)
  - o La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)
  - o Information et soutien aux tuteurs familiaux
- Le service Accompagnement Enfance et Famille
  - o La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF)
  - o La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP)
  - o L'enquête sociale
  - o L'accompagnement social individualisé
  - o L'accompagnement social lié au logement (A.S.L.L.)
  - o La prévention des expulsions
  - o Le suivi social des résidents des foyers ADOMA
  - o L'information budgétaire

# Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 10 356 246 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 351 674 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques

Néant

## Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Logiciels : 1 à 3 ans

Constructions : 30 ans

Agencements et aménagements : 5 à 30 ans

Installations techniques : 3 à 10 ans

Matériel et outillage industriels : 8 ans

Matériel de transport : 5 ans

Matériel de bureau et informatique : 2 à 10 ans

Mobilier : 2 à 10 ans

## Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

## Engagements de départ à la retraite



Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Le montant provisionné, majoré des charges patronales, s'élève à 727 533 euros.

#### **Contributions volontaires en nature**

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 2 135.05 heures. Celles-ci ont été valorisées au SMIC soit 11.52 € majoré des charges patronales soit 17.76 € au total, ce qui correspond à un montant de 37 926.69 euros.

#### **Provisions réglementées**

Le compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations n'a pas fait l'objet d'un transfert au compte de fonds dédiés, comme l'exige l'application du règlement ANC n° 2019-04, afin de suivre les instructions du plan comptable M22bis.



# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	52 904		
<b>TOTAL</b>	<b>52 904</b>		
Terrains	99 020		
Constructions :	1 544 120		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	1 022 014		
Installations :	1 016		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	165 508		1 397
Matériel :	16 914		
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	367 226		22 680
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>3 215 818</b>		<b>24 077</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	15		
- Participations			
- Titres Immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	123 006		19 408
<b>TOTAL</b>	<b>123 021</b>		<b>19 408</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 391 743</b>		<b>43 485</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			52 904	
<b>TOTAL</b>			<b>52 904</b>	
Terrains			99 020	
Constructions :			1 544 120	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.			1 022 014	
Installations :			1 016	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers			166 904	
- De transport			16 914	
Matériel :			389 906	
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>			<b>3 239 895</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres Immobilisés			15	
Prêts et autres immobilisations financières			142 414	
<b>TOTAL</b>			<b>142 429</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>3 435 228</b>	

\*Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels\*



# Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		47 991	4 829		52 820
TOTAL		47 991	4 829		52 820
Terrains					
Constructions - Sur sol propre		478 236	51 471		529 707
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		665 707	43 477		709 184
Installations techniques, matériel et outillage industriel		1 016			1 016
Installations générales, agencements et aménagements divers		115 129	12 360		127 489
Matériel de transport		8 087	3 383		11 470
Matériel de bureau et informatique, mobilier		286 441	36 313		322 754
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		1 554 616	147 003		1 701 619
TOTAL GÉNÉRAL		1 602 607	151 833		1 754 439

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Tableau de variation des fonds associatifs

Nature des provisions et réserves	Montant début exercice	Affectation résultat et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves :					
Réserves statutaires ou contract.	39 128				39 128
Réserves d'investissement	1 573 747		456 575		2 030 321
Réserves de compensation	213 790				213 790
Réserves de trésorerie	.				
Réserves réglementées					
Autres réserves	1 411 467		69 043	5 800	1 474 711
Report à nouveau	463 586		27 283	21 752	469 116
RESULTAT DE L'EXERCICE	303 690		351 674	303 690	351 674
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Apports					
Legs et donations					
Résultats sous contrôle de tiers	822 202		391 440	613 098	600 544
Subventions d'investissement	62 197		3 142	3 886	61 453
Provisions réglementées					
Réserves de trésorerie	4 915				4 915
Amortissement dérogatoire					
Différence / réalisation éléments d'actifs	826 619		65 509		892 128
Autres provisions réglementées	775 487			41 451	734 036
Droit des propriétaires					
<b>TOTAL</b>	<b>6 496 828</b>		<b>1 364 666</b>	<b>989 677</b>	<b>6 871 817</b>



## Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Investissements	775 488	0	41 451	734 037
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	831 534	65 509		897 044
<b>TOTAL</b>	<b>1 607 022</b>	<b>65 509</b>	<b>41 451</b>	<b>1 631 081</b>

Provisions pour risques et charges	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Litiges	11 000		5 166	5 834
Pensions et obligations similaires	735 986	43 395	51 848	727 533
Impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions	9 441			9 441
Charges sociales et fiscales congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	413			413
<b>TOTAL</b>	<b>756 840</b>	<b>43 395</b>	<b>57 014</b>	<b>743 221</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 363 862</b>	<b>108 904</b>	<b>98 465</b>	<b>2 374 302</b>
<b>Dont dotations et reprises</b>				
d'exploitation		43 395	57 014	
financières				
exceptionnelles		65 509	41 451	

## Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	448 178		29 055			419 123	
<b>TOTAL</b>	<b>448 178</b>		<b>29 055</b>			<b>419 123</b>	
Contributions financières d'autres organismes							
<b>TOTAL</b>							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>448 178</b>		<b>29 055</b>			<b>419 123</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

## Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
<b>TOTAL</b>				
Donations temporaires d'usufruit				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

## Tableau de détermination du résultat effectif

	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>351 673,84</b>	<b>303 690,34</b>
Reprise des résultats des exercices antérieurs	0,00	12 630,00
<b>EXCEDENT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>351 673,84</b>	<b>316 320,34</b>
dont résultat effectif sous gestion propre	89 738,40	35 043,21
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	<b>261 935,44</b>	<b>281 277,13</b>



# Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	126 169		126 169
Autres immobilisations financières	16 245		16 245
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	637 715	637 715	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	32 172	32 172	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 116	6 116	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	38 826	38 826	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	12 361	12 361	
Charges constatées d'avance	58 840	58 840	
<b>TOTAL</b>	<b>928 443</b>	<b>786 029</b>	<b>142 414</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

# Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	244 836	26 570	138 815	79 451
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	209 980	209 980		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	503 084	503 084		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	596 801	596 801		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	332 661	332 661		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435	435		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	72 563	72 563		
Produits constatés d'avance	361 723	361 723		
<b>TOTAL</b>	<b>2 322 084</b>	<b>2 103 818</b>	<b>138 815</b>	<b>79 451</b>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

25 755

Commentaire

# Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	314	347
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 758	49 878
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	753 276	759 165
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		447
Instruments de trésorerie		
<b>TOTAL</b>	<b>818 348</b>	<b>809 837</b>

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés	273 654	197 484
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	45 044	180 546
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	57 975	
<b>TOTAL</b>	<b>376 673</b>	<b>378 029</b>

Commentaire



# Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	361 723	376 104
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		361 723	376 104

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	58 840	52 104
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		58 840	52 104

Commentaire